

time le long du fleuve Niger. Plusieurs orateurs ont parlé des vols de jour. Il faut que les deux adversaires tombent d'accord sur le principe des vols de jour. Le plus difficile c'est d'essayer que les deux parties acceptent les mêmes conditions. Les orateurs précédents nous ont parlé de l'accord conclu entre Biafra et la Croix-Rouge qui a été signé le 27 août. Il y a quelques jours, le premier ministre a essayé de dire que le Biafra n'avait pas signé d'accord avec la Croix-Rouge internationale.

Il y a aussi l'accord entre le Nigéria et le Comité international de la Croix-Rouge. Bien des gens en ont parlé longuement. Les Biafrais auraient été sots d'accepter une chose semblable, car ils se seraient perdus eux-mêmes. En somme, l'accord ne devait durer que trois semaines. Les vols devaient avoir lieu entre 9 heures du matin et 5 heures de l'après-midi, ce qui n'est pas assez. A vrai dire, les Églises disposent de plus d'heures pour amener leurs secours de São Tomé.

Même ces vols devaient être contrôlés par l'armée et l'aviation fédérales. Les Biafrais auraient été idiots d'accepter un accord de ce genre.

● (9.10 p.m.)

C'est une question où interviennent de nombreuses complexités du droit international. Nous ne savons trop s'il s'agit, oui ou non, d'une guerre civile, s'il y a génocide ou pas. La question de la souveraineté du Nigéria se pose. C'est une question fort complexe. Mais en ce qui concerne la vente d'armes, il ne s'agit pas d'une guerre civile. Bien des pays vendent des armes de toutes sortes aux deux camps. Le député et moi avons été pris dans un bombardement effectué par un jet russe larguant des bombes qui étaient probablement britanniques, et ce jet était vraisemblablement piloté par un Japonais.

Le député d'Egmont (M. MacDonald) a parlé de pétrole. Je soupçonne que le pétrole constitue l'une des principales raisons de poursuivre la guerre. Un député à la Chambre des communes britannique m'a dit: Nous ne voulons pas que de Gaulle mette la main sur le pétrole; nous le voulons; c'est pourquoi nous sommes engagés dans la guerre. Il est ironique que les intérêts pétroliers passent avant les vies humaines, mais c'est ce qui arrive au Biafra aujourd'hui.

Beaucoup d'éminentes autorités en droit international disent que nous avons réellement le droit d'intervenir dans cette guerre pour des motifs humanitaires, en fournissant des vivres et des médicaments. Si nous nous permettons de nous enliser dans le légalisme, nous perdrons beaucoup de temps, car, des

deux côtés, on pourra faire valoir des opinions de spécialistes et des arguments convaincants. Ne nous laissons pas entraîner dans des discussions d'ordre technique tandis que les gens meurent. Nous devrions songer à la ligne de conduite à tenir comme parlementaires et comme Canadiens. Que devrait faire le gouvernement?

Au fond, notre motion ne demande qu'une chose: comme la Croix-Rouge n'a pu négocier de conditions acceptables pour les deux camps, que nous appuyions Canairelief, car seul cet organisme parvient à livrer des vivres au Biafra. Autrement dit, nous devrions nous associer aux Pays-Bas, à la Suède et à bien d'autres pays qui, directement ou indirectement, ont appuyé Canairelief ou la Joint Church Aid. Ce ne serait pas porter atteinte à la souveraineté de l'ensemble du Nigéria. J'ajouterais ici un certain nombre de recommandations.

M. l'Orateur: A l'ordre. Avant que le député poursuive, je dois lui signaler que son temps de parole est expiré. Il pourra continuer avec le consentement unanime de la Chambre.

La Chambre est-elle d'accord?

Des voix: D'accord.

M. Nystrom: Je remercie la Chambre. Je ne prendrai qu'une ou deux minutes. Nous devrions penser à d'autres contributions que nous pouvons faire comme parlementaires. Il faut que la guerre cesse. Tant qu'elle continuera, des gens vont mourir de faim ou des effets directs de la guerre. D'abord, le premier ministre (M. Trudeau) devrait déléguer un représentant personnel auprès du colonel Ojukwu au Biafra, afin que nous puissions avoir les faits véritables et pour que les informations ne nous parviennent pas de seconde main. Nous ne reconnaissons pas la Chine communiste mais nous commerçons avec elle. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) s'est entretenu avec des Biafrais à New York; donc rien n'empêche, semble-t-il, que quelqu'un leur parle au Biafra.

Deuxièmement, nous devons faire pression sur la Grande-Bretagne, l'Union soviétique et la France, pays qui livrent des armes aux deux parties, pour les en empêcher. Si la livraison des armes cesse, la guerre cessera. Troisièmement, le Canada doit faire de son mieux pour servir de médiateur dans cette guerre. Quand nous étions là-bas, nous avons remarqué que le Canada est l'un des pays les plus respectés du monde. Si nous ne prenons pas nous-mêmes l'initiative de la médiation, nous devrions encourager des pays comme la Suisse, la Suède et la Yougoslavie à le faire.